

COMMISSION EUROPE

Compétitivité des modèles économiques circulaires (22/01/2025)

Compte-rendu

Etaient présents 40 participants dont FEDELEC, des organisations variées en France, incluant des entreprises et des régions. Ces participants représentent des secteurs tels que l'urbanisme, l'écologie et l'industrie.

Le texte propose d'instaurer un pourcentage minimal de matière première recyclée et d'accroître la part des biens issus de l'économie circulaire dans les marchés publics. Plusieurs mesures sont proposées pour supprimer le désavantage concurrentiel de l'offre circulaire. Il suggère également d'intégrer l'économie circulaire dans l'éducation dès le plus jeune âge.

Les divers échanges abordent les défis et propositions pour intégrer des matières recyclées dans les produits tout en soutenant l'économie circulaire.

- L'intégration de matières premières recyclées est limitée pour certains produits, comme les couches pour bébés, en raison de normes d'hygiène.
- Il est suggéré d'inclure des pistes sur la fin de vie des produits et d'élargir l'intégration d'un pourcentage minimal de matière recyclée.
- Des objectifs réglementaires sont prévus, notamment pour le PET en 2030 et pour tous les plastiques en 2031, afin d'améliorer la gestion des déchets.
- La commande publique doit intégrer des considérations environnementales et sociales, avec des outils d'Analyse du Cycle de Vie (ACV) disponibles d'ici 2025.
- Une préférence européenne pourrait être introduite pour favoriser les achats locaux et circulaires, tout en respectant le droit européen.
- La révision de la directive sur la TVA est questionnée, car la TVA circulaire n'est pas encore appliquée au niveau national.
- Des programmes éducatifs doivent renforcer les compétences en économie circulaire et valoriser les initiatives européennes sur ce sujet.

Source : Institut National de l'Economie Circulaire Compte rendu GT3 (22/01/2025)